



Source : <https://institut-locarn.bzh/>

24 mars 2018

Un jour ordinaire pour le centralisme

Chacun peut s'étonner que la France laisse disparaître l'entreprise Doux et les milliers d'emplois manufacturiers et agricoles qui y sont liés, un silence sinistre va courir les campagnes et ravager un peu plus notre balance commerciale.
C'est une forêt que l'on abat.

Cette situation peut apparaître surprenante si l'on veut bien regarder la vie autrement que de Paris, surprenante parce que la France importe 45% du poulet qu'elle consomme alors qu'elle dispose de la chaîne de compétences et des moyens nécessaires pour satisfaire son besoin, en quantité, en qualité, en équilibres financiers et ce faisant de permettre la vie.
Mais la France ne cherche pas de travail, elle est tel un chômeur qui ne rechercherait pas d'emploi.

Retour sur l'histoire.

Dans les années 1960, la Bretagne et la Vendée ont connu une croissance exceptionnelle, une croissance qui fut exceptionnelle aussi dans le monde agricole.

Nous étions alors les Brésiliens du monde, pleins d'enthousiasme, de courage et d'envies.

Dans le monde de l'aviculture les poulaillers se multipliaient alors au rythme de 4 ou 5 bâtiments nouveaux chaque jour. Un climat favorable à l'élevage, une population bien formée dans les écoles d'agriculture alors bien remplies, des fermes trop petites pour nourrir des familles nombreuses, tels étaient les ingrédients de la dynamique ; encore qu'il convient d'y ajouter un talent naturel des Bretons pour s'occuper des animaux et en accepter les contraintes.

Il y avait alors l'alignement de l'ambition, de la vision et d'une volonté largement partagée.

Il faut ajouter à tout cela l'implication de l'État qui tenait les délais, qui finançait le collectif tel l'INRA, la recherche vétérinaire et Ploufragan, sans oublier les banques qui favorisaient le financement des investissements par des prêts bonifiés. Le financiarisme n'était pas né.

C'était un temps où l'on ne dépensait pas plus que l'on ne gagnait, chacun, et même l'État, savait ce qu'était un retour sur investissement, chacun, et même la France avait à cœur d'honorer ses dettes.

C'était un temps où l'on vivait selon ses moyens, on n'avait pas encore opté pour le chômage et pour la dette.

Et bien sûr, tous ces ingrédients étaient transformés en dynamique territoriale grâce à des hommes tels que Charles et Pierre Doux qui nous arrivaient de Vendée et osaient le Moyen Orient.

De tels hommes, qui furent champions du monde pendant 20 ans, on en cherche !

Des vents contraires :

Lorsque, en 1981, nous avons eu des ministres communistes au gouvernement, l'OTAN a considéré que la France ne pouvait plus détenir seule l'arme alimentaire au Moyen Orient. C'est alors que les USA ont déployé la production de volailles au Brésil.

Le politique a des raisons que la raison ignore.

Lorsque, en 1994, furent ratifiés les accords de Marrakech, c'était le signal irréversible de l'entrée dans un monde nouveau. La fin de l'Uruguay Round enclenchait la spécialisation du monde et les USA organisaient à leur profit le quasi-monopole du commerce alimentaire, celui des ajustements quantitatifs de pays à pays.

Il aurait fallu alors que nos exportateurs de volailles, dont le groupe Doux, réorientent progressivement, qualité, quantités, destinations, sur 10 ans c'eût été partiellement faisable, ce fut d'ailleurs initié par l'acquisition de l'abattoir Sacpa à Laval.

Chacun le sait, le succès est un grand menteur, les réorientations n'ont pas été effectuées.

Insubmersible dites-vous :

Dans les années 1995 et les suivantes les élites de France considéraient que notre agriculture était insubmersible. Protégée de la hausse du prix de la terre par le mécanisme des Safer, forte du talent de ses agriculteurs, l'agriculture, disait-on, était prête à répondre à tous les assauts venus de l'étranger.

Fort de cette assurance, j'ai vu, vu de mes yeux vu, comment round après round, les frontières de l'Europe se sont ouvertes à l'importation de viandes dont celles de poulet bien sûr. J'ai vu comment, de contrats espérés en contrats dénoncés, la France a bradé ses protections pour vendre au Brésil des moteurs Peugeot pour des voitures roulant à l'éthanol, pour vendre des Airbus et pour espérer vendre des Rafales. À coup de 100.000 tonnes de viandes la France a acheté de la souffrance pour la Bretagne.

Les pays n'ont pas d'amis, ils ont des intérêts.

Erreur funeste :

Ces centaines de milliers de tonnes de viandes autorisées à l'importation en Europe étaient trimestriellement mise en adjudication à Bruxelles.

Ces adjudications étaient souscrites à des prix parfois inférieurs d'un tiers aux prix de revient européens. Un bonus incroyable, à tel point que les quantités souscrites étaient parfois 10 fois supérieures aux quotas autorisés.

Rarement des entreprises françaises souscrivaient à ces adjudications.

En effet, pour limiter la concurrence des produits importés, chacun en France se donnait la main :

Les éleveurs en mal de revenus faisaient «la chasse » aux viandes d'importation et chacun se souvient de chargements déversés, de stocks passés au gasoil.

Les douanes françaises se montraient on ne peut plus rigoureuses et c'est par Rotterdam ou Hambourg que se déversaient les viandes salées, les viandes cuisinées, ceci pour passer dans la nomenclature douanière qui va bien, une pincée de sel par çï, une cuillerée d'huile par là. J'en passe, et des meilleures, tel le dédouanement de navires entiers aux îles Canaries.

.....A suivre